

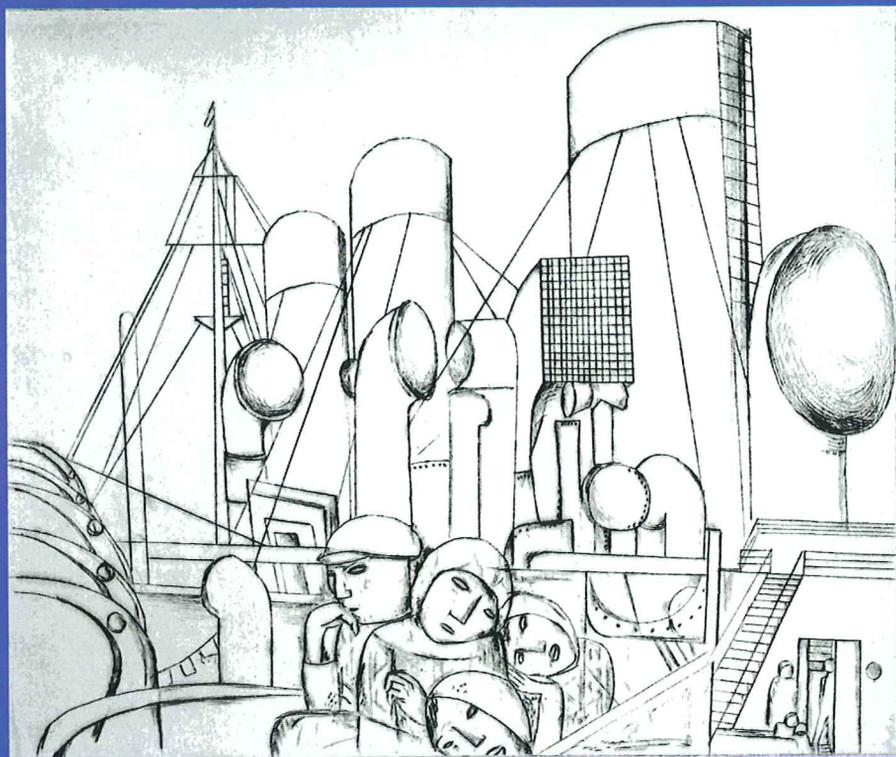
VOLUME III

EXILS, MIGRATIONS, CRÉATION

ÉTUDES GERMANIQUES

**EXIL ANTI-NAZI
TÉMOIGNAGES CONCENTRATIONNAIRES**

Sous la direction de Jürgen DOLL



INDIGO

Ernst Karl Winter: tentatives et échecs de formation d'un gouvernement d'exil autrichien après l'*Anschluss*

Gérard GRELLE

(Université de Limoges)

Si bon nombre d'Autrichiens furent, durant les années qui précédèrent l'*Anschluss*, favorables au régime nazi, tous ne le furent pas. Certains – un petit nombre certes – choisirent de s'y opposer, et se décidèrent pour l'exil, un exil qu'ils voulurent alors politiquement engagé. Tel fut notamment le cas de Ernst Karl Winter, catholique, sociologue et ancien maire-adjoint de Vienne de 1934 à 1936 chargé d'une mission de réconciliation avec la classe ouvrière. Pour lui, l'exil ne fut pas une sorte d'expulsion forcée hors du pays natal, mais un choix réfléchi et délibéré, motivé par la volonté de poursuivre la lutte antinazie hors des frontières du pays. Lorsqu'il quitta l'Autriche en mars 1938, c'était avec la ferme intention de rassembler les forces politiques autrichiennes libres afin de continuer la lutte pour le retour de son pays à l'indépendance et à la démocratie. Ce chemin, qui le conduisit aux États-Unis en passant par la France, s'était cependant annoncé dans ses écrits politiques dès 1933.

En effet, l'opposition intellectuelle de E. K. Winter au national-socialisme se manifesta dès l'arrivée de ce régime au pouvoir. S'il se décida à publier dès avril 1933 ses *Wiener Politische Blätter*, ce fut certes pour se situer intellectuellement et politiquement par rapport à ce qu'il considérait comme une dérive politique et institutionnelle du gouvernement Dollfuss, mais également pour exprimer son opposition irréductible au régime de Berlin. Dans ces *Wiener Politische Blätter*, E. K. Winter n'eut de cesse de se démarquer par rapport au national-

socialisme, d'en montrer les aspects dangereux et envahissants. Certes, il ne manqua jamais de préciser que l'Allemagne de Hitler n'était pas l'Allemagne et il n'en resta pas moins attaché à affirmer l'existence d'une autre Allemagne que celle de Hitler, celle des opposants enfermés dans les camps de concentration ou des exilés décidés à mener la lutte de l'extérieur. Car c'est avec eux qu'il entendait mener la lutte contre l'adversaire.

E. K. Winter arriva, semble-t-il, dès les premiers jours d'avril 1938 à Paris, après un séjour en Suisse où il avait déjà tenté de rassembler les forces démocratiques autrichiennes en exil ; il s'installa à l'hôtel Récamier, place St-Sulpice, où sa femme et ses sept enfants ne tardèrent pas à le rejoindre. Selon son fils aîné Ernst Florian, il noua dès son arrivée sur le sol parisien des contacts politiques tant avec les exilés politiques autrichiens réfugiés dans la capitale française qu'avec certaines autorités politiques françaises afin de mettre sur pied cette «union sacrée de droite à gauche» qu'il comptait opposer au national-socialisme. Il ne reste pratiquement aucune trace écrite des efforts de E. K. Winter en vue de la formation d'un gouvernement d'exil autrichien en France. Les seules traces que nous possédions sont les déclarations faites des années plus tard par son fils Ernst Florian, lequel affirme que son père était alors, pour ce qui est du côté français, en relation étroite avec d'une part Joseph Paul-Boncour, avec d'autre part le slaviste Louis Eisenmann qui, l'un comme l'autre, l'auraient vivement encouragé dans son projet. Or, l'examen des archives tant publiques que privées de J. Paul-Boncour, pour la période indiquée, ne révèle aucun contact entre les deux hommes. Quant à Louis Eisenmann, il était décédé le 13 mai 1937 ; il ne put donc y avoir, au printemps 38, ni soutien, ni contact entre E. K. Winter. et lui-même. Si contact il y eut à cette période précise de l'histoire, ce ne put être qu'avec son fils Charles Eisenmann.

Ce qui semble plus probable, c'est que E. K. Winter ait noué ces contacts et évoqué ces intentions un an auparavant, lorsqu'il séjourna à Paris en février / mars 37 lors d'une série de conférences données à Paris et alors qu'il se trouvait en route pour les États-Unis. En effet, déjà à cette date, E. K. Winter semblait ne se faire aucune illusion sur le sort de son pays, et envisageait déjà l'exil comme seul lieu où il pût poursuivre son combat contre le national-socialisme et pour la reconnaissance d'une nation autrichienne. En outre, L. Eisenmann était

alors encore en vie, et Joseph Paul-Boncour en meilleure position politique pour soutenir la cause autrichienne.

Par ailleurs, E. K. Winter ne relate nulle part dans ses écrits ses contacts avec des exilés politiques autrichiens durant cette période. Fait peu étonnant si l'on tient compte de l'extrême précarité tant politique que matérielle dans laquelle se trouvaient alors tous ces réfugiés et qui ne leur laissait qu'une bien faible marge pour s'engager en politique, et ce d'autant plus que le cours général des événements n'était pas propice à ce type d'engagement.

Cette période «parisienne» de l'exil wintérien fut donc probablement essentiellement caractérisée par une série de contacts et de rencontres informelles qui préparèrent la voie à d'autres contacts cette fois plus concrets outre Atlantique. En effet, confronté à l'échec, E. K. Winter choisit dès septembre 38 la voie de l'émigration vers les USA, terre qui lui semblait, à ce moment-là, plus propice à ses visées politiques.

E. K. Winter arriva aux États-Unis durant l'automne 1938 et il semble bien qu'il ne perdit pas de temps dans la poursuite de ses visées politiques. En effet, dès janvier 1939, il créa à New York la toute première organisation à caractère nettement politique conçue pour rassembler les exilés autrichiens de toute tendance politique résidant sur le continent américain : le «Austrian-American Center»¹ dont il nous rapporta lui-même qu'il ne se composait que d'une douzaine de personnalités autrichiennes. Parmi elles, nous citerons principalement, à ses côtés, Irene Harand, catholique autrichienne engagée dont l'anti-nazisme, au travers de la publication de son pamphlet «*Sein Kampf, meine Antwort an Hitler*» en 1935, ne pouvait faire aucun doute et qui séjournait aux USA depuis plusieurs années. A leurs côtés se trouvaient des personnalités autrichiennes de second rang telles que Robert Heine-Geldner, Erich Hula et Otto Kreilisheim.

Le premier but de ce centre était de travailler en faveur de «l'autodétermination» des Autrichiens. En fonction de cet objectif qui se voulait le plus large possible et pouvait ainsi rassembler un maximum d'exilés au-delà des clivages politiques d'avant-guerre, le AAC entendait se situer au-dessus des partis politiques, ouvrant ainsi ses portes à des personnes de toute obédience politique. Selon E. K. Winter, le AAC se dota d'une constitution en sept points dont, malheureusement, il ne reste, semble-t-il, aucune trace. Ce centre se voulait à la fois comme un lieu de rassemblement des milieux politiques autrichiens contre le nazisme

selon le principe cher à E. K. Winter de «l'union sacrée de la droite à la gauche» et comme source d'information politique et culturelle à l'adresse des hôtes américains. En effet, E. K. Winter savait pertinemment dès la création de ce centre qu'il n'était pas possible d'envisager la formation immédiate d'un gouvernement d'exil autrichien sans l'appui des autorités américaines.

Les activités du centre devaient donc être principalement de l'ordre du rassemblement des forces politiques autrichiennes et de l'information du public américain sur la situation réelle de l'Autriche. Le premier acte de l'AAC fut ainsi une proclamation relative à l'indépendance et à l'autodétermination de l'Autriche le 11 mars 1939, date anniversaire de l'invasion du pays un an plus tôt par les troupes du III^e Reich à laquelle avait immédiatement succédé l'annexion pure et simple de l'Autriche. S'ensuivit le 13 mars une conférence donnée par E. K. Winter lui-même dans laquelle il formulait clairement ses critiques à l'égard du gouvernement Schuschnigg et de sa politique trop attentiste face aux menaces émanant de Berlin. Le 20 mars, le Austrian-American Center accueillit un conférencier dont, jusqu'à ce jour, l'identité nous reste inconnue. E. K. Winter nous rapporte lui-même qu'au cours de la discussion qui suivit la conférence, des propos antisémites furent lancés dans la salle, propos qui déclenchèrent de violentes discussions.² Ces incidents qui se situent environ deux mois après la création de l'AAC firent apparaître au grand jour des oppositions politiques qui allaient de plus en plus s'amplifier. En effet, à la mi-avril, une minorité de membres décida de faire sécession et de quitter l'AAC sans indiquer de motifs précis. Ce furent ces quelques membres qui, peu de temps après, fondèrent à leur tour la «Austrian-American League» dont l'orientation fut clairement de tendance monarchiste. Cette AAL reprit dans ses statuts un certain nombre de points du programme du AAC, ce qui, selon E. K. Winter, entraîna dans le public des confusions sur les buts, et donc sur l'identité des deux associations. Celles-ci se trouvèrent alors en concurrence l'une par rapport à l'autre, et E. K. Winter nous rapporte qu'il tenta une médiation afin d'éviter cette lutte intestine qui ne pouvait, en tout état de cause, que nuire à l'image politique de l'Autriche. Or, le 9 mai, les responsables de l'AAL repoussèrent la proposition de médiation de E. K. Winter, scellant ainsi la rupture définitive entre les deux groupes. Mais quelle était donc la nature du conflit entre les deux associations ? La réponse à cette question nous donnera l'une des clés

de l'échec des tentatives de rassemblement national souhaité par E. K. Winter.

Qui étaient donc les «dissidents» au sein de l'AAC ? Et que reprochaient-ils au AAC ? Tout en restant très discret sur l'identité des personnes qui firent sécession, E. K. Winter nous indique dans plusieurs documents qu'il s'agissait de personnes se situant dans la mouvance légitimiste. Or, il faut rappeler ici l'évolution des rapports entre E. K. Winter et Otto de Habsbourg : longtemps convaincu du bien-fondé d'un retour de l'Autriche à un régime monarchique – et l'on se souviendra ici de l'ouvrage intitulé *Monarchie und Arbeiterschaft*³ rédigé par E. K. Winter en 1936 dans lequel il prônait le retour des Habsbourg à la tête de l'État autrichien comme seule alternative au danger national-socialiste –, E. K. Winter semble donc s'être «brouillé» avec le prétendant au trône sur la fin de son séjour à Paris. En effet, jusqu'à son exil parisien au printemps 1938 et même durant celui-ci, il semble que E. K. Winter, d'une manière ou d'une autre, ait été convaincu de l'opportunité du retour à la monarchie. Cependant, vers la fin de son séjour parisien et à la suite de sa première tentative de formation d'un gouvernement d'exil qui se solde, comme nous l'avons vu, par un échec, E. K. Winter se rend, selon les dires de son fils Ernst Florian, aux alentours du 4 août 1938, auprès de Otto de Habsbourg au château de Steenokkerzeel en Belgique, vraisemblablement pour envisager la suite à donner à son combat. Il semble également que ce soit à ce moment-là que se consume la rupture entre les deux hommes. Après cette ultime rencontre, E. K. Winter se prépara à quitter le continent européen. Dès son arrivée sur le sol américain, celui-ci semble d'emblée prendre ses distances vis-à-vis de Otto de Habsbourg⁴, et sa critique du légitimisme ne fit que croître dans les mois qui suivirent la création de l'AAC. Il semble plus que probable qu'un désaccord de fond soit apparu sur plusieurs points entre les deux hommes. D'abord sur le plan des personnes, Otto de Habsbourg, en sa qualité d'héritier de la couronne, entendait jouer le premier rôle dans un éventuel gouvernement d'exil et dominer ainsi le jeu politique, réduisant le rôle de E. K. Winter à celui d'un simple exécutant alors que celui-ci s'en voulait le maître d'oeuvre. Mais il y a sans doute explication plus profonde à cette prise de distance de la part de E. K. Winter, à savoir d'une part la question de la place du mouvement communiste au sein d'un éventuel gouvernement d'exil autrichien, d'autre part l'antagonisme naissant entre les deux

hommes à propos d'une éventuelle fédération danubienne. Souvenons-nous, sur le premier point, des positions très claires de E. K. Winter à l'égard du mouvement communiste, et ce dès ses premières prises de position officielles en politique. Tant dans ses *Wiener Politische Blätter* éditées entre 1933 et 1936 que dans *Monarchie und Arbeiterschaft*, il y défend la place du mouvement communiste au sein de l'union sacrée anti-nazie. Selon lui, les communistes autrichiens sont d'excellents défenseurs de la cause autrichienne et, en cette qualité, ils ont pleinement leur place au sein d'un gouvernement d'exil. Or, Otto de Habsbourg défend des positions sensiblement opposées. Pour lui, toute alliance avec les communistes signifie, à ce moment précis de l'histoire, livraison de l'Autriche à l'ennemi soviétique, et donc trahison incompréhensible de l'allié américain. Sur ce point, il ne peut donc y avoir accord entre les deux hommes. De même sur l'idée d'une fédération danubienne. Certes, l'un et l'autre envisagèrent cette solution comme meilleur moyen de reconstruire l'Europe Centrale. Mais si la vision géopolitique était sensiblement la même, le contenu politique à proprement parler était radicalement différent. Pour Otto de Habsbourg, fédération danubienne rimait avec retour à une forme d'empire austro-hongrois avec, à sa tête, la famille des Habsbourg. Pour E. K. Winter, fédération danubienne ne pouvait en aucun cas signifier retour à la monarchie, mais avènement de républiques démocratiques fédérées au titre du principe d'autodétermination des nations. E. K. Winter n'envisageait cette possibilité que dans le cadre d'une coopération fructueuse entre les gouvernements d'exil polonais, tchèque et autrichien, si celui-ci venait à prendre forme. On voit donc ici la profondeur du fossé qui séparait les deux conceptions.

Dans ces conditions, rien d'étonnant que les légitimistes qui avaient adhéré au départ au projet de l'Austrian-American Center s'en soient rapidement retirés. Qu'en était-il, en réalité, des tendances «communistes» de E.K.Winter ? Dans les faits, fidèle à son idée du front commun des partis démocratiques dans sa lutte anti-nazie, celui-ci avait accepté – et même sans doute souhaité – la présence de Otto Kreilisheim, fils d'un ouvrier viennois et membre du parti communiste autrichien, ce qui est loin de signifier qu'il avait lui-même rejoint les rangs communistes, comme le prétendit Otto de Habsbourg dans un rapport quasi secret aux autorités américaines.

Après cette scission et faute de moyens financiers véritablement

conséquents, E. K. Winter laissa lentement «s'endormir» son centre, trop refoulé dans l'ombre qu'il était par la concurrence de la AAL, celle-ci étant abondamment soutenue et par les monarchistes exilés autrichiens et par la bienveillance affichée des milieux politiques américains. A compter du printemps 1939, le AAC se retrouva ainsi «en sommeil» et E.K. Winter se tourna désormais vers un autre projet politique.

En effet, en juin 1940, il participa à la fondation de «l'American Committee on European Reconstruction»⁵ en en créant, avec Victor V. J. Tlach, ancien consul général autrichien de Cleveland, et Hermann Mark, la section autrichienne. Cette ACER se composait de trois sections, une polonaise, une tchécoslovaque et donc une autrichienne. Le but commun déclaré était «d'unifier en un front commun toutes les victimes et opposants à l'Allemagne hitlérienne, Américains et Européens, de toute religion et de toute race, de continuer sans compromis la lutte contre l'hitlérisme ...». Derrière cette organisation, se cachait un projet de fédération danubienne issue du rassemblement des gouvernements d'exil polonais, tchèque et, par conséquent, autrichien.

Poursuivant son idée d'un rassemblement le plus large possible de toutes les tendances politiques autrichiennes, E. K. Winter prit l'initiative de publier un bulletin d'information sur l'Autriche destiné aussi bien aux exilés autrichiens se trouvant sur le sol américain qu'aux Américains qui s'intéressaient à l'Autriche : ce fut le *Austrian Bulletin in the United States*. Six numéros parurent, dont trois seulement ont survécu aux aléas de la guerre. Réalisés avec des moyens de fortune, frappés sur une simple machine à écrire, ils devaient servir à E. K. Winter à informer ses lecteurs de la situation politique de l'Autriche et de ses diverses tendances politiques ainsi que des tentatives de constitution d'un front politique autrichien commun. Par leur style et leur contenu, ces «bulletins» ne sont pas sans rappeler les *Wiener Politische Blätter* précédemment évoquées. Faute de moyens, mais aussi suite à sa décision de ne plus poursuivre son combat politique, E. K. Winter en cessa la publication dès l'automne 41.

Et pourtant, début septembre 1941, on retrouve E. K. Winter parmi les signataires d'un appel à la formation d'un «Conseil National Autrichien aux États-Unis». A ses côtés, on trouve principalement la signature de personnalités appartenant ou ayant appartenu à la mouvance légitimiste : Ferdinand Czernin, Otto Kallir, Aurel Kolnai et Martin Fuchs. Ce «Conseil National Autrichien» se donnait pour buts

«l'autodétermination, la liberté et l'indépendance de l'Autriche, le retour à un système démocratique de gouvernement et à une législation sociale progressiste». Ce conseil voulait se définir comme un «front uni autrichien sur la base non-partisane la plus large possible», point qui correspondait pleinement aux conceptions politiques de E. K. Winter et à son idée du «front populaire de droite à gauche». Seulement, c'est sur ce dernier point que E. K. Winter ne tarda pas à se trouver en porte-à-faux. En effet, ce front qui aurait voulu, à l'origine, rassembler toutes les orientations politiques autrichiennes ne fut jamais rejoint par les exilés de gauche, et notamment par les socialistes qui, presque simultanément, créèrent le «Comité Travailleuse Autrichien», mouvement équivalent au «Conseil National Autrichien», mais destiné à réunir les exilés politiques de gauche résidant aux USA. Cette réédition du clivage politique droite/gauche montra ainsi à E. K. Winter l'impossibilité de l'unification des diverses tendances politiques autrichiennes au sein d'un front commun. Saisissant pleinement cette impossibilité, E. K. Winter prit alors la décision, durant l'hiver 41/42, de se retirer de la lutte politique et de revenir, tout au moins provisoirement, à ses activités scientifiques et universitaires.⁶ En réalité, cette décision l'écarta définitivement du monde politique, et, déçu, il renonça dès lors à toute idée d'un retour à la vie politique.

Il convient maintenant de s'interroger sur les raisons de l'échec de ces tentatives. Celles-ci en furent tant intérieures à l'Autriche qu'internationales.

Premièrement, E.K.Winter n'avait jamais été membre du parti chrétien-social au pouvoir à Vienne entre 1920 et 1938, et ne fut donc jamais considéré par les représentants de ce parti comme un personnage représentatif de leur camp politique. Même s'il avait été, entre 1934 et 1936, maire adjoint de Vienne, il était et restait considéré par la grande majorité de son camp politique comme un marginal. Légitimiste invétéré aux premières heures de la République, il l'était resté jusqu'à sa fin, et même au-delà de celle-ci, sous le régime austro-fasciste. Et ce légitimisme, il semble ne l'avoir abandonné qu'une fois parvenu Outre-Atlantique, s'apercevant alors de la pensée trop restrictive, sur le plan politique, d'un Otto de Habsbourg qui refusait toute idée de collaboration avec la gauche autrichienne, celle-ci dût-elle être majoritaire en Autriche. Les légitimistes, pour leur part, avec à leur tête l'héritier de la couronne, ne surent exprimer qu'extrême méfiance à son égard, le considérant,

selon les propres dires de Otto de Habsbourg, comme un «communiste déguisé» à cause de ses liens avec certains exilés autrichiens d'obédience communiste qui, comme lui, se reconnaissaient dans un gouvernement d'union nationale.

Par ailleurs, E. K. Winter était considéré par les sociaux-démocrates en exil comme «trop marqué à droite» et trop lié au Catholicisme politique autrichien, même s'il fut l'un des plus virulents adversaires du cours autoritaire pris par les chrétiens-sociaux, à en prendre à témoin ses critiques réitérées de Seipel, Dollfuss et Schuschnigg, pour pouvoir faire alliance avec lui.

En réalité, E. K. Winter avait deux handicaps majeurs : d'abord, il ne faisait pas partie des hommes politiques autrichiens de tout premier plan comme Otto de Habsbourg, Hans Rott ou Julius Deutsch et, de ce fait, ne jouissait sans doute pas d'une reconnaissance unanime de la part des exilés politiques. Par ailleurs, il fut certainement considéré par les politiciens autrichiens en exil plus comme un «intellectuel» que comme un «politique», et l'on peut estimer qu'il souffrit d'un manque de confiance et de crédibilité de la part de ceux-ci. Phénomène sans nul doute renforcé par le fait qu'il fût également très peu connu des milieux politiques et diplomatiques étrangers, tant à Paris qu'à Washington, dont il ne put recevoir un soutien que très relatif, ceux-ci accordant davantage de crédit à d'autres exilés politiques autrichiens plus en vue et évoqués précédemment. Rien d'étonnant, dans de telles conditions, que les tentatives de Winter fussent condamnées à l'échec.

NOTES

1. Ernst Karl Winter : *Warum die österreichische Einheitsfront in New York nur drei Monate bestand*, in *Österreicher im Exil, USA 1938-1945, Eine Dokumentation*, Band 2, Österreichischer Bundesverlag, Wien, 1995, p. 235-241.
2. *Ibidem*, p. 236.
3. Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft*, Wien, Gsur-Verlag, 1936, 140 p.
4. Dans une interview réalisée par l'auteur de cet article le 12 octobre 2006, Otto von Habsburg confirme ne plus avoir eu de contacts avec E.K. Winter sur le sol américain.
5. *Österreicher im Exil, USA 1938-1945, Eine Dokumentation*, op. cit., p. 278.
6. *Österreicher im Exil, USA 1938-1945, Eine Dokumentation*, op. cit., p. 431-433.